

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Luiz Inacio Lula Da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, et Bharrat Jagdeo, Président de la République de Guyana, sur la lutte contre le réchauffement climatique, à Manaus le 26 novembre 2009.

LE PRESIDENT - A Copenhague, il faut des chiffres et pas simplement des chiffres qui limitent les émissions, il faut des chiffres pas simplement sur l'augmentation de la température, il faut également des chiffres qui précisent ce que nous, les pays les plus développés, nous sommes prêts à faire pour aider les pays les plus pauvres et les pays qui ont un parc forestier indispensable à l'équilibre de l'humanité, ce que nous sommes prêts à payer. Donc, ma réponse est très claire : Copenhague doit avoir des sommes en provenance des pays les plus riches vers les pays en voie de développement.

Deuxième élément, ces sommes ne doivent pas simplement être un objectif à moyen ou à long terme. Il faut prévoir des crédits pour tout de suite.

Troisièmement, deux sortes de crédit : les crédits pour que les pays les plus pauvres puissent accéder à ce que l'on appelle l'énergie primaire, cela concerne l'Afrique, qui est un point de préoccupation commun au Président LULA et à moi, pour les aider à acquérir cette énergie dont ils ont besoin et deuxièmement, des crédits pour les pays forestiers. Il y a quatre blocs forestiers mondiaux, l'Amazonie, la France compte 8 millions d'hectares de forêt amazonienne et les pays du bassin du Congo, la deuxième forêt du monde que j'ai invité à Paris le 16 décembre pour que nous ayons une position commune et l'Indonésie, dont je recevrai le Président le 14 décembre à Paris et bien sûr la Sibérie. Je fais aujourd'hui une proposition, c'est que 20 % des crédits qui doivent être débloqués pour les trois années qui viennent - puisque nous proposons 10 milliards d'aide publique en plus chaque année pour les trois années qui viennent, pour bien montrer le caractère opérationnel et crédible de nos engagements - je propose que 20 % de ces crédits soient affectés à la protection de la forêt pour éviter la déforestation. Pourquoi 20 % des crédits ? C'est très simple. Parce que dans le CO2, la déforestation représente 20 % des émissions. Et nous consacrons 20 % des crédits publics immédiats pour éviter la déforestation. Enfin dernier point, Copenhague doit prévoir le montant du financement, mais également la provenance de ce financement. Nous proposons, avec le Président LULA, trois formules : le marché carbone, bien sûr, qui existe en Europe, qui commence à exister aux Etats-Unis et qu'il faut faire exister au niveau mondial pour créer un marché mondial de la tonne de carbone. Cela n'aurait pas de sens qu'il y ait un prix de la tonne en Europe et un prix différent de la tonne aux Etats-Unis par exemple. Deuxième élément, des crédits publics, notamment pour amorcer la pompe, pour montrer aux pays en développement et aux pays pauvres qu'à la différence de ce qui s'est passé à Kyoto, Copenhague doit prévoir des éléments de répression. Et troisièmement ce qu'on appelle les financements innovants, je crois pouvoir dire par exemple que la proposition que nous avons faite avec le Président LULA, une taxation des mouvements financiers - à ne pas

confondre avec la taxe carbone aux frontières, c'est un autre sujet - la taxation des mouvements financiers pour alimenter un fonds d'aide aux pays pauvres et aux pays en développement doit être défini, en tout cas au moins en poser le principe à Copenhague. Et ensuite que l'Organisation Mondiale de l'Environnement, dont je propose la création avec le Président LULA, élabore les mécanismes qu'il faudra mettre en place. Il est bien évident qu'en dix jours, on ne peut pas tout définir.

Vous voyez ma réponse est très précise en la matière. Si on veut entraîner le monde entier comme on en a besoin pour limiter l'augmentation de la température de deux degrés, il faut que chacun y trouve un avantage, il faut que chacun soit concerné et il faut surtout que personne ne se sente flouer. Ce n'est pas un retour au colonialisme, gérer à la place des pays amazoniens la forêt, ce ne sont pas des promesses qui n'engagent que ceux qui les reçoivent, c'est vraiment un mouvement mondial pour prendre en compte la gravité de la situation. C'est la raison de ma présence ici.

QUESTION - Il y aura un document, j'aimerais savoir quelle est la force que vous voyez dans ce document quand 2/3 des Présidents invités n'ont pas pu venir pour discuter de cela ?

M. LE PRESIDENT LULA - Je ne sais pas pourquoi, mais je savais qu'on allait me poser cette question, vous savez. Donc, est-ce que vous avez une notion du nombre de déplacements que M. AMORIM fait au nom du Brésil, même si le Président n'est pas présent ? Est-ce que vous avez une notion de combien d'accords mes ministres signent sans la présence du Président de la République ? Donc, nous devons respecter les agendas et les engagements de chaque Président de la République. Il n'y a eu que deux choses nouvelles dans cette rencontre d'aujourd'hui, c'est l'absence du Président CHAVEZ parce que le Président Mahmoud ABBAS, qui n'avait pas prévu de visite au Venezuela, y est allé. Je pense que c'est tout à fait juste que le Président CHAVEZ ait reçu le Président de l'Autorité palestinienne. Nous savions que les présidents des autres pays ne pouvaient pas venir car ils avaient des engagements à l'étranger. Evo MORALES qui a un problème aussi sérieux, qui est la question des élections présidentielles en Bolivie. Les présidents qui ont pu venir sont ici. Le Président JAGDEO qui s'est beaucoup battu en matière d'environnement. Le camarade SARKOZY avec qui nous nous sommes rencontrés à Paris et qui nous avait dit que quelque soit la date, il viendrait. Le Président JAGDEO et le Président SARKOZY se rendront demain à une rencontre à Tobago avec le Royaume-Uni, l'Australie et d'autres pays du Commonwealth.

Je pense que le document que nous avons adopté aujourd'hui, avec les ministres qui ont participé à la négociation est aussi valable que si tous les présidents avaient été ici, parce que le document a été discuté au préalable. On ne peut pas adopter un document entre différents pays qui est fait sur le moment. Ce n'est pas un amendement d'un projet de loi, il s'agit d'un document négocié entre chefs d'Etat et tous les chefs d'Etat ont donné leur avis pour que leurs ministres négocient le document.

Je quitterai le Brésil le 15 ou le 16 pour Copenhague avec la certitude que nous avons fait la plus grande articulation, jamais menée à bien, pour discuter de la question climatique. Comment faisons-nous cette discussion auparavant ? Souvent, les spécialistes se réunissaient, discutaient et nous communiquaient ce qui c'était passé. Ce qui se produit à présent dans chaque pays, c'est tout d'abord que la responsabilité est beaucoup plus importante. Tous les pays se rendent compte que la question climatique n'est plus une question de fiction pour les scientifiques et pour ceux qui s'occupent de l'environnement. Il s'agit d'une question politique de grande importance, de grande envergure. C'est la raison pour laquelle dans le monde entier, tous les présidents discutent cette question. Et Copenhague sera peut-être après les Nations unies, la rencontre à laquelle le plus de chefs d'Etat vont participer. Pourquoi ? Parce qu'il y a beaucoup d'enjeux. Le point le plus important dont nous allons discuter, c'est la nécessité absolue d'éviter un réchauffement excessif de la planète. Si ce réchauffement se produit, les pays à commencer par les îles et les pays qui ont une longue côte, tous souffriront des conséquences dramatiques. Donc tous sont responsables. Par conséquent, le document que nous adoptons ici est celui qui va orienter le comportement des dirigeants de l'Amérique du Sud à Copenhague sans qu'aucun pays, sans qu'aucun chef d'Etat renonce à sa souveraineté. Loin de nous l'idée de dire à un chef

pays, sans qu'aucun chef d'Etat renonce à sa souveraineté. L'un de nous n'ose pas dire à un chef d'Etat qu'il ne peut pas avoir d'autres idées, d'autres propositions, parce que la souveraineté des Etats est inaltérable.

La présence du Président SARKOZY ici est un jalon important. J'ai discuté avec mon ami SARKOZY et je lui ai dit qu'il a des avantages comparatifs avec d'autres pays européens et qu'il faudrait qu'il en profite dans les discussions à l'intérieur de l'Union européenne parce que c'est le seul pays européen qui a une frontière avec le Brésil et une frontière amazonienne. Donc c'est un pays qui a une frontière en Amazonie, par conséquent la France a les mêmes préoccupations sur le continent que nous avons ici.

Ce document que nous avons adopté va orienter notre comportement dans la perspective d'une construction d'accords avec d'autres pays. Nous serons tous les 15, 16, 17 et 18 à Copenhague. Je crois que nous aurons l'occasion d'avancer sur la question du climat. Souvenez-vous qu'il y a une semaine, nous n'avions pas encore les chiffres des Etats-Unis ou ceux de la Chine. Il semblait que la réunion de Copenhague allait être complètement vidée, qu'il n'y aurait aucun chef d'Etat présent. Actuellement, les Etats-Unis ont déjà un chiffre, pas le chiffre que j'aimerais qu'ils aient, mais ils ont déjà établi un chiffre. Le Président OBAMA a présenté un chiffre, la Chine aussi. Nous sommes ici à discuter entre nous pour dire que le problème n'est pas seulement d'annoncer un chiffre mais d'assumer des engagements et le fait que nos responsabilités sont différenciés et qu'il y a des pays qui ont davantage de responsabilités que d'autres, que les pays les plus pauvres doivent recevoir une aide financière, non pas pour empêcher le développement de ces pays, mais pour faciliter avec de l'argent, des ressources et des technologies nouvelles, pour qu'ils puissent se développer et avoir le même niveau de vie que d'autres pays plus développés. Il s'agit donc d'une responsabilité collective que nous assumons et nous n'allons pas corriger les erreurs historiques que nous avons assumées en quelques années. Il nous faudra quelques décennies et Copenhague est un bon début. C'est comme si nous construisions la muraille de Chine. Je ne sais pas si vous connaissez la muraille de Chine, elle est très longue, fatigante et elle a été difficile à construire mais quelqu'un a dû mettre la première pierre, construire le premier échelon. A Copenhague, nous avons la possibilité de construire le premier étage dans l'édifice d'une politique plus responsable pour notre planète.

Je suis très content parce que Dieu dans sa grande sagesse, a fait le monde rond. S'il avait été rectangulaire ou carré, il y aurait des pays qui seraient à une pointe et qui diraient, cela ne va pas, nous atteindre. Mais le monde est rond et entre riches et pauvres, nous devons tous nous mettre au travail. Et les pauvres, il faut qu'on les aide sans qu'aucun pays ne renonce à sa souveraineté. D'où l'importance de ce document que nous avons adopté, qui va orienter mon comportement, le comportement de JAGDEO et le comportement des autres présidents de la République sans empêcher qu'ils puissent présenter de nouvelles propositions à Copenhague. Par conséquent, je pense que Copenhague sera un moment historique de grande responsabilité pour que l'humanité puisse discuter des problèmes causés par elle-même.

QUESTION - Bonjour, une double question. Monsieur le Président SARKOZY, que pensez-vous d'abord, dans l'optique de Copenhague, les dernières propositions chinoises et américaines de limitation des gaz à effets de serre ? Et une question qui concerne, cette fois, les relations bilatérales franco-brésiliennes. Où en est l'examen du contrat des Rafale ?

LE PRESIDENT - Je partage pleinement l'analyse du Président LULA. Les dernières déclarations de Barak OBAMA et des dirigeants chinois sont extrêmement encourageantes pour faire de Copenhague un succès. Enfin, qui aurait pu imaginer que Copenhague soit un succès avec la première puissance économique du monde qui ne prendrait aucun engagement chiffré et avec ce géant extraordinaire qu'est la Chine qui n'en prendrait pas davantage. De ce point de vue, je veux rendre hommage au courage du Président OBAMA qui a fixé des objectifs. Je pense que c'est très encourageant, d'autant plus que ce qui est important, c'est que l'on se retrouve sur la pente. Le rendez-vous n'est pas tant celui de 2020. On peut fixer un rendez-vous en 2030 et je peux comprendre qu'un certain nombre de pays commence plus doucement et accélère par la suite. Je suis d'ailleurs de ceux qui pensent que si chaque partie du monde fait un effort, l'Europe devra faire un effort supplémentaire, comme ce que nous avons prévu en passant de 20 à 30 %.

Je partage également l'opinion du Président LULA. Ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement qui doivent participer à Copenhague. Et c'est une très bonne décision que les 27 dirigeants européens aient décidé d'être eux-mêmes présents à la conférence. Mais naturellement, le moment des décisions de la conférence, c'est la conclusion de la conférence. M. LULA et moi, on a prévu de venir les 17 et 18, parce que nos amis danois nous ont invités en nous disant : « c'est à ce moment-là qu'il faut prendre position ». Donc c'est là où les choses vont se passer. Dieu sait que j'étais pour un sommet intermédiaire mais ce sommet intermédiaire, je l'aurai vu plutôt un peu plus avant pour préparer. Mais pendant la conférence, cela va être très difficile de faire un sommet intermédiaire. Je ne voudrais surtout pas qu'on soit discourtois à l'endroit des Danois et des 66 chefs d'Etat et de gouvernement, qui ont d'ores et déjà donné leur accord pour participer à la fin de la conférence. Donc, on a encore du travail et on progresse.

Pour votre deuxième question, si vous vouliez savoir si le Président LULA et moi, on a une bilatérale, on en a eu une avant et on en aura une après.

QUESTION - Les contrats ?

LE PRESIDENT - Je vous répète, on a eu une bilatérale avant, on en aura une après. Je ne pense pas que le Président LULA et moi, on ait autre chose à dire. De toute manière on parle tout le temps. On continue à parler, ce n'est pas une nouveauté et quand on parle, on parle de tout, donc de cela. Voilà. Et ma foi, dans un climat où l'amitié et la confiance ne font que se renforcer.